

RAPPORT
SUR
L'INDUSTRIALISATION
DU
FINISTERE

William ALONSO

BERKELEY

Septembre 1970

L'AMPLEUR FONDAMENTALE DU PROBLEME

Le département du Finistère est aujourd'hui pauvre, d'après les critères français, mais le déclin des activités du secteur primaire, qui sont à la base de son économie, fait peser sur lui la menace d'une crise économique et démographique aigüe. On peut faire ressortir l'ampleur de cette crise par quelques extrapolations simples, telles que celles du tableau I : la colonne 1 indique les niveaux de l'emploi en 1968 pour les grands secteurs économiques ; la colonne 2 indique les niveaux de l'emploi nécessaires en 1985 pour maintenir les taux actuels de l'emploi, en admettant que les taux actuels de croissance de la population persistent sans l'émigration et que la croissance dans les activités de service (des activités du secteur tertiaire) soit égale à celle des activités du secteur secondaire. Cette extrapolation est appelée "variation faible" parce qu'elle suppose une baisse de 50 % seulement dans le secteur primaire. Selon cette extrapolation, un objectif opérationnel sera une augmentation de 35 000 emplois dans le secteur secondaire pour 1985 (colonne 3), ce qui se traduit par une augmentation nette de 2 000 emplois par an dans le secteur secondaire (colonne 3) ou une croissance de 2,5 % sur la base des chiffres de 1968. Cependant, le VI^e Plan se donne comme objectif une baisse des 2/3 dans l'agriculture en Bretagne. Si nous appliquons ce taux au secteur primaire dans le Finistère, ce qui est peut-être plus réaliste, le nombre d'emplois à créer dans le secteur secondaire pour 1985 s'élève à 42 900 (colonne 5) ou à 2 500 par an. Cela représente une croissance annuelle de 3 % sur la base des chiffres de 1968.

Tableau I.

L'emploi par secteurs principaux dans le Finistère en 1968 et deux extrapolations des niveaux de l'emploi nécessaires en 1985 dans l'hypothèse d'une politique de maintien de la population sur place.

	EXTRAPOLATIONS DES BESOINS, 1985				
	Emplois en 1968	Variation faible		Variation ample	
		Emplois	Variations	Emplois	Variations
	1	2	3	4	5
Secteur primaire	84.400	47.200	-47.200	31.500	-62.900
Secteur secondaire	84.400	119.400	+35.000	127.600	+42.900
Secteur tertiaire	120.300	155.300	+35.000	162.100	+42.200
TOTAL	299.100	321.900	+22.800	321.100	+22.200

Cette opération arithmétique très simple donne trois points fondamentaux qui feront l'objet de nos réflexions dans les pages qui suivent. En premier lieu, la régression du secteur primaire sera effrayante et met le département devant l'éventualité de l'extrême pauvreté, du chômage et de l'émigration massive à moins que des activités économiques de remplacement ne soient trouvées pour la population. En deuxième lieu, la croissance nette du nombre d'emplois à créer dans le secteur secondaire ou industriel, si l'on veut éloigner cette calamité, est très importante : elle représente 40 à 50 % du nombre actuel d'emplois dans ce secteur. Les conséquences de cette mutation, si elle réussit, seront profondes. Tandis qu'en 1968 il y avait plus d'agriculteurs que de travailleurs industriels, en 1985 il y aurait encore trois ou quatre fois plus de travailleurs industriels que d'agriculteurs ou de pêcheurs. Tandis qu'en 1968 un travailleur sur trois était agriculteur, en 1985 la proportion sera de 1 sur 10. Cela représente autre chose qu'un simple changement de chiffres et de proportions. Cela représente

une profonde transformation d'une société, qui, de rurale devient hautement industrialisée et cette transformation entraînera sûrement dans son sillage de grands changements sociaux : la naissance de nouvelles classes de travailleurs, de "managers", de capitalistes, une certaine forme d'urbanisation de la population, des changements d'attitude et de la vie familiale, des adaptations et des mutations subséquents de la culture bretonne. Tout cela doit se passer en moins d'une génération. Ainsi envisagé, cela semble presque impossible.

Mais le troisième point qui ressort de l'arithmétique des extrapolations donne à l'affaire de paraître plus réalisable. Le taux de croissance nécessaire dans le secteur secondaire se situe quelque part entre 2,5 % et 3 %. Ces taux n'ont rien de banal tout en n'étant pas extraordinairement élevés. Ils ont été réalisés et dépassés dans beaucoup de régions et ils ne sont guère plus élevés que les taux réalisés en Afrique et en Amérique Latine. Bref, la mutation du Finistère, pour passer de l'agriculture à l'industrie, est une grande et difficile tâche mais non une tâche impossible à mener à bien.

PERSONNES ET LIEUX : QUELQUES DILEMMES.

Les problèmes du Finistère ne sont pas uniques en leur genre. On les retrouve, jusqu'à un certain degré, dans un cercle de régions pauvres à l'entour du coeur du Marché Commun : l'Ecosse, le pays de Galles, l'Espagne et le Portugal, le Mezzogiorno italien. Les régions donnent l'impression d'être abandonnées dans un désert économique résultant de la croissance implacable vers l'Est de la France et l'Ouest de l'Allemagne. En un sens, elles sont prises dans un chassé-croisé de courants, attendant que se propagent des vagues de dynamisme économique à partir du centre, tandis que leurs ressources humaines et autres sont pompées vers ce centre. D'une certaine

façon, le meilleur espoir pour des régions comme le Finistère, se fonde sur le dynamisme continu du centre, car ce dynamisme crée au centre une pénurie de main-d'oeuvre qui fait de la force de travail disponible dans le Finistère un aimant puissant pour l'attraction des industries, surtout que certains types d'industries ne sont plus liés par d'autres facteurs traditionnels en matière de choix de lieux d'implantations.

Mais il y a ici un processus dialectique. L'industrie est attirée vers la main-d'oeuvre, mais en même temps la main-d'oeuvre est attirée vers l'industrie. C'est une évidence illustrée par la présence de yougoslaves, de grecs, d'espagnols, de portugais et de bretons qui ont émigré vers les grands centres de l'emploi. Pour que l'industrie soit attirée vers les régions périphériques, il faut qu'il s'y trouve une main-d'oeuvre plus disponible qu'au centre ; cela veut dire que la périphérie, dans la mesure où elle fonde son pouvoir d'attraction sur les disponibilités en main-d'oeuvre, continuera à payer des salaires moins élevés ou à avoir un chômage plus important que le centre. Pour cette même raison, même si une région périphérique attire des industries, elle perdra une partie de sa force de travail par suite de migrations au centre où la main-d'oeuvre est plus difficile à trouver et donc plus chère.

Le point essentiel de cette discussion générale est qu'il ne paraît pas réalisable selon mon jugement, de fonder une politique sur la conviction qu'on peut stopper l'émigration finistérienne. Les conditions d'emploi améliorées, jointes à une préférence pour la région et à une fidélité à son égard, peuvent ralentir l'émigration mais non la stopper. Il en résulte que des extrapolations du tableau I sont légèrement élevées du fait qu'elles présupposent que l'on peut stopper l'émigration (bien que pour des raisons que l'on mentionnera ci-dessous, elles soient peut-être quelque peu basses). Naturellement, cette émigration touche surtout les jeunes, les plus instruits parmi les jeunes et le Finistère semble typique

à cet égard. Par conséquent, alors que des objectifs réalistes en matière de création d'emplois peuvent se situer quelque peu moins haut pour tenir compte de cette perte, il faut admettre que ce phénomène a pour effet de réduire la qualité globale de la force de travail et d'augmenter la proportion des personnes âgées et des enfants par rapport à celle des personnes en âge de travailler. Par suite, il met le lourd fardeau des personnes en position de dépendance sur le reste de la population active.

La question de l'intérêt des personnes et de l'intérêt des régions est l'une des plus difficiles à résoudre dans l'établissement de politiques de développement régional. Les jeunes qui s'en vont du Finistère s'en vont parce qu'ils croient pouvoir améliorer leur situation ailleurs. Serait-ce une mauvaise chose si, au lieu d'industrialiser, dans les 15 prochaines années, le Finistère adoptait une politique d'encouragement à l'émigration (en faisant le nécessaire pour l'instruction, la promotion, le placement, en aidant à la vente des fermes, etc...) et se donnait comme objectif une population moins nombreuse correspondant davantage aux possibilités existantes ? Ceux qui seraient partis seraient plus riches, ceux qui seraient restés le seraient aussi, parce qu'ils auraient davantage de ressources par tête. La France est persuadée que l'installation d'une population supplémentaire à Paris est plus coûteuse qu'avantageuse, bien que ce soit là une question qui puisse se discuter. Il se pourrait donc que le pouvoir central ne donne pas son accord à une telle politique régionale. Au lieu de cette politique, il a fait de Rennes et de Nantes les pôles principaux de développement en Bretagne. Il est concevable qu'on puisse alors réaliser un équilibre de population en Bretagne et le Finistère pourrait encore se dépeupler. Cependant, parce que le Finistère implicitement et explicitement semble vouloir une politique de maintien sur place de sa population, il considère le développement de Rennes et de Nantes comme un écran qui empêche la croissance économique de se propager du centre à l'arrière-pays le plus éloigné.

On peut poursuivre ce raisonnement. Est-il acceptable de dépeupler la plupart des communes du Finistère par l'exode vers quelques centres comme Brest, Quimper et Morlaix ? Ou bien la politique de maintien de la population sur place s'étend-elle à chaque commune ? A ce niveau, le débat est réel. Non seulement quelques-unes des communes rurales, mais plusieurs des villes et même une ou deux des grandes villes pourraient connaître un déclin, du fait de la concentration du développement sur un ou deux pôles dans le but de réaliser les économies d'envergure et les économies secondaires nécessaires à l'industrialisation moderne. Y aurait-il des conflits entre le nord et le sud, entre l'est et l'ouest à l'intérieur du département du Finistère ? Par exemple, quelques-uns des leaders du Finistère paraissent croire que le développement se fera principalement à Brest ou sur un axe Brest-Quimper vaguement défini. D'autre part, il en est qui semblent penser qu'une croissance beaucoup plus importante à Brest est généralement indésirable, du point de vue même de Brest et que l'industrialisation devra être répartie entre les nombreuses villes de la région.

En résumé, il semble que la politique nationale vise au maintien de la population en Bretagne et à des transferts de populations à l'intérieur de la Bretagne. (Je ne me pose pas ici la question de l'efficacité de cette politique). Le Finistère d'autre part se propose d'adopter une politique de maintien de la population à l'intérieur du Finistère et par suite réclame un développement économique à l'intérieur du département. Enfin, à l'intérieur même du département du Finistère, il semble qu'il n'y ait pas d'accord général sur les objectifs d'une politique de répartition de la population.

Il faut soulever un autre problème encore quand on distingue personnes et lieux. Une grande partie du développement prévisible, tels que l'électronique, les établissements de recherche, les raffineries, etc... devra faire venir de l'extérieur de

région une bonne partie de sa main-d'oeuvre non seulement au niveau de la direction et des techniciens, mais aussi au niveau des ouvriers qualifiés. Ces emplois, naturellement, viennent s'ajouter aux objectifs visés en matière d'emplois et fixés sur la base de la population indigène du département. Bien qu'il s'agisse là d'un aspect évident du problème, il est souvent obscurci par les statistiques. On connaît des cas où une politique de développement régional laisse apparaître une hausse du niveau de l'emploi et des salaires et est par suite considérée comme une réussite. Il se peut, cependant, que ces statistiques masquent le fait que les chiffres des revenus et des emplois ont mû à cause des nouveaux-venus, alors que, peut-être, le nombre d'emplois détenus par la population indigène n'a pas changé ou qu'en fait il a baissé. Parmi les propositions couramment faites maintenant dans le Finistère, il en est où entre une forte proportion de ce mirage statistique et les bienfaits qu'elles apporteraient à la population de la région viendraient en premier lieu de la naissance d'une demande d'activités de services, plutôt que de façon directe. S'il y a possibilité de choix, spécialement en matière d'utilisation des crédits de l'Etat, de tels projets devraient avoir une moindre priorité.

LES ALTERNATIVES EN MATIÈRE DE STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT.

À l'intérieur du Finistère, plusieurs stratégies de développement font l'objet de discussions. Elles englobent : une forte poussée vers l'industrie lourde, une orientation maritime, une vocation en matière d'électronique et d'informatique et une approche du développement par paliers. Les stratégies sont présentées par différents supporteurs avec de nombreuses variantes et il doit être entendu qu'elles ne se présentent pas comme des alternatives les unes par rapport aux autres, mais plutôt comme des différences d'accent. Dans les pages qui suivent, je donnerai franchement mon avis sur quelques-unes de ces propositions générales.

ORIENTATION MARITIME.

Comme son nom l'indique, le Finistère est la fin de la terre, loin du centre. Bien que les distances soient petites par rapport aux moyennes de l'Union Soviétique ou des Etats-Unis, elles semblent redoutables à l'échelle du contexte français et du point de vue fonctionnel elles sont rendues plus grandes du fait des moyennes relativement basses des liaisons routières et ferroviaires. Le Finistère se trouve ainsi de façon nette dans la situation périphérique mentionnée dans une des sections ci-dessus. Les avocats d'une orientation maritime voudraient de mauvaise fortune faire vertu : la grandeur des distances sur terre est contrebalancée par l'avancée de la péninsule finistérienne dans l'Océan. Des millions de tonnes de cargaisons de grande valeur passent à quelques kilomètres de cet endroit. Le Finistère, en nombre de kilomètres, est plus près de l'Espagne, de l'Afrique et des Amériques que les ports situés plus au Nord ; et la topographie naturelle permet de développer encore le potentiel portuaire du département.

Cet argument n'est pas convaincant à cause des conditions économiques fondamentales du transport maritime. Le déplacement sur l'eau est bon marché comparé aux coûts terminaux et au coût de transbordement. Par suite, la réduction des distances de navigation de l'ordre de celles qui se produiraient du fait de la substitution de Brest à Rotterdam, par exemple, seraient sans importance aucune en termes de coûts de transport. D'autre part, le potentiel portuaire, les possibilités de trouver du fret de retour et, chose de toutes la plus importante, l'accès aux marchés de consommation et de production du continent et à un réseau de transports qui rend efficace la fonction d'éclatement, tout cela serait fortement à l'avantage de Rotterdam. Bref, sauf circonstances tout à fait particulières, (comme c'est le cas pour Hong Kong), l'importance d'un port est liée à son rôle de porte d'entrée d'un continent plutôt qu'à sa situation maritime.

Alors que la proposition générale qui consiste à faire dépendre l'avenir du Finistère d'une orientation maritime, en ce sens, très peu de chances de réalisation, il se peut que des possibilités particulières existent. La plus indiscutable est la fonction navale et militaire de Brest, loin de l'Allemagne par terre et face à la haute mer par-delà la Manche. Semblablement, son potentiel naturel d'accueil, son expérience en matière de réparation navale et sa situation géographique lui assignent un rôle dans la réparation des pétroliers, bien que ce rôle semble devoir être limité parce que d'autres lieux possédant un potentiel d'accueil semblable offrent des avantages aux plans du coût de la main-d'oeuvre, ou de la durée et de la localisation par rapport au dégazage. Par rapport à ce dernier aspect du problème, cependant, il semble presque certain que de nouveaux règlements internationaux seront appliqués pour contrôler les pratiques de dégazage afin de diminuer la pollution des océans, mais on ne peut pas actuellement dire ce que seront ces règlements ni quel sera leur impact.

D'autres possibilités liées à la mer peuvent se présenter d'elles-mêmes mais, à l'heure actuelle, elles restent vagues. On inclut dans ces possibilités un certain rôle à jouer par rapport à la découverte en cours de gisements de pétrole au fond de l'océan. Ou bien, spécialement si l'Espagne et la Grande-Bretagne entraînent dans le Marché Commun, il est concevable que le cabotage prenne plus d'importance qu'il n'en a maintenant. Ceci, cependant, dépendrait d'un développement simultané dans plusieurs pays, de flottes, de potentiels d'accueil, d'accords en matière de règles de procédures et naturellement, de modèles commerciaux appropriés. De toute évidence, il ne peut pas y avoir de développement limité aux ports finistériens, et par suite, bien que le Finistère puisse jouer un rôle de pointe, il est au-delà de ses moyens d'opérer ce développement. Bien que les propositions en faveur d'industries lourdes aient, elles aussi, comme fondement le transport maritime, nous ne les prendrons en considération que dans la prochaine section. Reste la question qui, de toutes, intrigue le plus: l'avenir de l'océanologie.

Le CNEXO (Centre Expérimental pour l'Exploitation des Océans) s'ouvre maintenant près de Brest et son importance et sa signification constituent une question tout à fait ouverte. Certains parmi les enthousiastes font de l'exploitation des Océans un tableau qui présente ce développement technologique comme comparable à l'invention de la roue dans l'histoire de l'humanité. La nourriture, les fibres et les combustibles proviendront de la culture et du moissonnage contrôlés des océans ; on extraira des minéraux de l'eau et du sol des océans et l'eau douce en quantité en sera un sous-produit. Les perspectives sont en vérité extraordinaires. La France occupe une position de pointe dans ce domaine et semble décidée à la garder ; et le Centre National de recherches se trouve maintenant implanté dans le Finistère.

Il est impossible de mesurer l'importance de l'impact de l'océanologie sur l'économie finistérienne dans les années à venir. Ce centre peut rester à l'état de petite opération, employant surtout un personnel de techniciens venus de l'extérieur et seulement quelques finistériens, ou bien en relation avec des développements techniques et la volonté nationale telle qu'elle se reflète dans ses budgets, il peut être le point de convergence de nombreuses activités, à la fois à l'intérieur de lui-même (en son propre sein) et pour des établissements de recherche ou des usines de fourniture d'équipements installées près du Centre. Pour se faire une idée des proportions, on pourrait imaginer qu'une aide vigoureuse du gouvernement pour ces activités, spécialement si la recherche produit des fruits, arrive à créer un groupe d'entreprises privées et publiques susceptibles d'employer plusieurs milliers de personnes, les proportions de main-d'oeuvre fournie par les finistériens augmentant avec l'importance de l'activité. Le VI^e Plan paraît estimer le nombre d'emplois liés au Centre en 1985 à 3 000 mais évidemment ce n'est là qu'une simple supposition. Ce chiffre pourrait être beaucoup moins élevé ou beaucoup plus élevé.

Le CNEXO est donc un billet de loterie et le Finistère peut gagner un petit ou un gros lot. Il est évident que ce serait à l'avantage du Finistère de s'intéresser par l'intermédiaire de ses représentants nationaux, à l'inscription de fonds en faveur du CNEXO dans le budget national. Il est clair aussi que les organismes locaux de développement du Finistère doivent faire tous les efforts possibles pour attirer et soutenir les firmes privées qui peuvent poser leur candidature pour un lieu d'implantation à proximité du Centre. Bien que dans la partie consacrée aux conclusions de ce rapport, il soit fait des suggestions générales pour attirer des industriels, on peut faire état ici de quelques considérations spéciales concernant ce groupe d'industries de recherche océanologique et de technologie de pointe, et cela vaudra aussi pour l'électronique et l'informatique.

Si l'expérience des Etats-Unis en matière de développement des industries technologiques en liaison avec des établissements de recherche se renouvelle, plusieurs conditions légèrement différentes des conditions habituelles sont nécessaires pour attirer et retenir ces industries. Les usines seront neuves, de petite dimension et indépendantes d'entreprises plus importantes ou bien ce seront des filiales de celles-ci. Leurs principaux atouts seront vraisemblablement leur personnel technique, leur savoir technique et leur esprit d'invention et de créativité et dans un domaine scientifique où les changements sont rapides, leur échéancier devra se fixer des horizons rapprochés. Il en découle plusieurs conséquences. Parce que les techniciens et les scientifiques sont la clef du développement et qu'ils sont des gens d'une grande mobilité, il est essentiel de leur fournir un environnement très attirant pour leur vie privée et pour celle de leurs familles. Cela comporte l'habitat, les sports, les magasins d'approvisionnement, les services individuels et les loisirs. Le charme extraordinaire et la beauté naturelle (et le potentiel d'accueil lié au développement touristique) du Finistère lui donnent un point de départ excellent dans cette direction. Mais d'autres réalisations assez

simples peuvent être tout à fait importantes, par exemple, une aide pour trouver un logement, et pour le remettre en état, des invitations à devenir membres de clubs, des efforts spéciaux pour permettre aux épouses de se sentir à l'aise et de nouer des amitiés, (et ainsi de suite). Ces facteurs qui sont plutôt des facteurs humains, peuvent avoir une grande importance et il ne faudrait pas les négliger parce qu'ils n'apparaissent pas techniques.

D'autres formes d'aide et de promotion sont aussi à conseiller. Beaucoup parmi les firmes sont fondées sur un seul produit ou une seule technique et le taux d'obsolescence est élevé. Par suite, elles auront souvent besoin de bâtiments industriels prêts pour l'utilisation, neufs ou vieux, afin de permettre de commencer la production sans perte de temps. L'aide en vue de trouver de tels bâtiments et des arrangements souples en matière de temps d'occupation ont de l'importance, spécialement du fait que de telles firmes ont souvent besoin d'augmentations assez grandes (ou de diminutions) d'espaces industriels, selon les changements brusques qui interviennent dans la demande de leurs produits. Par suite, la location d'un potentiel d'accueil est généralement préférée à l'achat. Et ainsi de suite : des relations aériennes avec les grandes villes, de bonnes écoles pour leurs enfants, l'accès aux départements et instituts universitaires qui leur permettra de maintenir à jour leurs connaissances techniques et scientifiques et de travailler à acquérir des diplômes plus élevés.

L'idée fondamentale est que personne ne peut dire quelle sera l'importance de l'océanologie dans les années à venir ; mais que des actions spécifiques peuvent être entreprises et des programmes spécifiques mis en oeuvre localement pour être sûr que le Finistère obtienne une part aussi grande que possible dans ce qu'il y aura en fait de développement.

Sous un aspect plus négatif, il ne faudrait pas voir en tout ceci une façon de suggérer que l'océanologie représente le remède à tous les problèmes du Finistère. De telles industries fondées sur une technologie nouvelle ont tendance à croître de façon exponentielle, c'est-à-dire à une vitesse accélérée. Bien qu'elles puissent atteindre une taille substantielle (témoins : l'électronique, l'aviation, etc...), elles le font sur un certain nombre d'années. Les problèmes du Finistère et de la Bretagne ont une issue inéluctable qui leur est propre : le déclin des activités primaires, qui suivra probablement une courbe décroissante, et fera abandonner la terre à plus de gens au début qu'à la fin de la période. Il en serait ainsi même si la réussite de l'océanologie laissait un écart considérable entre sa demande de main-d'oeuvre et l'offre devenue disponible par suite de changements structurels négatifs entre l'époque actuelle et 1985. En l'absence d'autres phénomènes de naissances, il y aurait de grandes difficultés et une grosse émigration.

LA STRATEGIE DE FORTE POUSSEE VERS LES INDUSTRIES LOURDES.

Cette stratégie est en quelque sorte celle qui fait le plus appel à l'imagination et à l'audace, étant donné qu'elle envisage l'industrialisation la plus massive qui soit, et, nous le dirons, avec une très grande rapidité. A mon avis, elle ne se fera probablement pas mais elle n'est pas impossible ; cependant, même possible, ses effets globaux seront peut-être moins importants que certains pourraient le penser.

Plusieurs versions m'ont été présentées du chemin menant à l'industrialisation de type lourd. Peut-être le scénario le mieux articulé se déroule-t-il un peu de la façon suivante : Brest aura une raffinerie pour 1974 ou 1975 ; en partie comme usines

de sous-traitance des produits de cette raffinerie, elle aura aussi une nouvelle centrale thermo-électrique. L'une et l'autre sont programmées par le gouvernement central. Bien qu'il existe fort peu de demande de courant électrique, une grande raffinerie et d'importantes installations thermiques feraient faire des économies sur les tarifs et produiraient le surplus d'énergie nécessaire pour justifier l'installation d'une aciérie utilisant de l'électricité et traitant peut-être du minerai vénézuélien. Semblablement, la grande raffinerie et l'électricité produite à bon marché et en abondance, s'ajoutent au potentiel d'accueil portuaire, posent les fondements d'une industrie pétrochimique. De l'acier et de la pétrochimie dérivent par un enchaînement en amont, la justification d'un grand nombre d'industries d'approvisionnement et par un enchaînement en aval, une suite infinie d'usines métallurgiques, de fabriques de machines, d'industries chimiques, d'industries textiles et d'usines de fabrication de fibres, etc...

Cette vision a-t-elle quelque rapport avec la réalité ?
Somme toute, les perspectives ne semblent pas encourageantes. Les extrapolations en matière de demande européenne et en matière de capacité de productions actuelles et en projet ne semblent pas laisser de place pour un développement dans le Finistère. De plus, le Finistère souffre de plusieurs handicaps. Il a moins de voies d'accès par terre aux marchés du continent, qu'il s'agisse de produits bruts ou de produits élaborés ; bien que son potentiel portuaire soit excellent en puissance, il lui manque des terrains adaptés aux installations industrielles près du port de Brest et le développement d'un potentiel d'accueil à Douarnenez n'est pour le moment qu'une vague possibilité. Il faudrait importer les matières premières dans leur totalité et exporter presque toute la production hors de la région. En quelque sorte, les principales revendications du Finistère en faveur d'un développement de cet ordre viennent du fait qu'il en a besoin et peut-être qu'il le veut.

Avoir besoin et vouloir ne sont pourtant pas des atouts à négliger. Quelques études préliminaires portant sur la "faisabilité" aboutissent à la conclusion, quoiqu'à titre de suggestion, que la production pétrochimique et la production d'acier ne seraient pas terriblement contraires aux lois économiques. Il semble que, d'après l'expérience de quelques pays européens, tels que l'Italie et la France elle-même, d'après l'expérience aussi de nombreux pays en voie de développement, les aciéries et les industries pétrochimiques ont de grandes latitudes quant au choix de leur lieu d'implantation, en ce sens que les meilleurs lieux d'implantation ne sont que légèrement meilleurs que les autres. Dans ces conditions, d'autres considérations, telles que les politiques nationales d'aide à l'économie des régions pauvres prennent la vedette. Il ne semble pas que le Finistère puisse être considéré comme étant le lieu d'implantation présentant les conditions optimales, il se peut qu'il soit un lieu d'implantation suffisamment bon et qu'une politique volontariste voie la possibilité de diriger vers ce lieu d'implantation un tel potentiel industriel.

Aucune des études portant sur la "faisabilité" que j'ai vues, cependant, ne fournit suffisamment de détails ou n'est suffisamment réaliste, spécialement en ce qui concerne le problème de la commercialisation, pour donner une grande confiance dans la possibilité -indépendamment de la question des conditions optimales- d'implanter de telles industries lourdes dans le Finistère. Ces études n'en démontrent pas non plus la fausseté. Il importe de reconnaître qu'une étude qui déterminerait la "faisabilité" d'investissements de cette importance est elle-même extrêmement coûteuse au point de représenter un investissement pour son propre compte. De plus, il semblerait que si un tel développement est possible, une simple analyse de projet ne suffise pas. Il serait nécessaire d'analyser la "faisabilité" d'un complexe industriel. C'est-à-dire que l'analyse d'un seul élément, tel qu'une aciérie, ne pourrait pas donner des conclusions par elle-même. Il faut plutôt analyser

un complexe d'activités (par exemple : raffinerie, centrale thermique, aciérie). Il semble certain que s'il n'y a pas ici de logique dans ce type de développement, il dépend de l'interaction d'éléments divers. Cela signifie que les divers éléments du complexe devraient voir le jour non loin les uns des autres dans le temps et qu'alors l'élévation de l'emploi sera plus rapide dès que le complexe se développera.

Parce que l'analyse de la "faisabilité" d'un tel complexe est très coûteuse au plan du lieu d'implantation et l'interdépendance des projets qui entrent en jeu exigeront des négociations complexes et des engagements sous conditions précises en plus de l'analyse technique, le Finistère n'a ni la capacité financière ni la structure institutionnelle nécessaire pour déterminer la composition d'un tel complexe et mener à bien son exécution. Son rôle serait d'influencer le gouvernement central, par l'intermédiaire de procédures politiques, de faire des travaux d'exploration et, si le développement s'avère justifié, de le négocier. A mon avis, les perspectives ne sont pas suffisamment bonnes pour que le Finistère épuise une trop grande partie de ses atouts politiques à la poursuite de cet objectif. De plus, il me faut noter qu'il ne semble pas y avoir à l'intérieur du Finistère une unanimité aux plans de la confiance et des institutions pour permettre une campagne politique suffisamment vigoureuse sur ce moyen d'en sortir.

Il est nécessaire d'examiner si réellement ce type de développement sert les buts du développement régional. La stratégie générale est très souvent mise en relation avec les efforts de l'Italie pour développer le mezzogiorno après la deuxième guerre mondiale, sous la direction d'hommes tels que Molinari. L'idée était que de telles industries lourdes "industries de base" non seulement fourniraient directement des emplois et multiplieraient les flux d'argent liquide pour l'économie locale, mais qu'elles serviraient d'industries d'entraînement pour la création autour

d'elles de constellations de firmes de moindre importance destinées à les approvisionner en pièces détachées, de mettre à leur disposition des moyens de réparation, des activités de service et d'autres activités en amont et qu'elles donneraient aussi naissance, en aval, à des industries qui pousseraient davantage l'élaboration de leurs produits. Ainsi, les bienfaits qu'en retirerait la région ne serviraient pas uniquement ceux que l'on retire d'un projet, mais plutôt un effet de développement macroéconomique. Tout bien considéré, l'expérience s'est avérée tout à fait autre et généralement décourageante. Il y a très peu de développement des activités d'amont ou des activités d'aval et une grande partie de ce qui s'est fait l'a été sous couvert d'entrepreneurs extérieurs à la région. Il semble aussi que quelques-unes des firmes locales qui existaient auparavant ont plutôt souffert que profité, parce que les nouvelles industries ont drainé la rare main-d'oeuvre qualifiée locale et généralement démantelé le marché local du travail. Dans certains cas, quelques-unes de ces firmes locales marchaient selon des méthodes artisanales de production et ont été incapables de soutenir la concurrence née de l'ouverture de la région comme marché pour les produits industriellement fabriqués. Mais ces efforts latéraux ont été des efforts limités. La leçon principale est que ces industries lourdes ont eu peu d'effets de promotion d'autres activités économiques de la région. La raison est simple. La pétrochimie et les aciéries sont des industries hautement intégrées et exigent de gros capitaux, ce qui, précisément pour la même raison qui leur permet de s'établir presque n'importe où, tend à avoir des effets locaux peu importants. Etant intégrées, elles peuvent s'établir presque n'importe où, parce qu'elles sont intégrées et installées en circuit fermé de telle façon qu'elles n'apportent ni n'empruntent à leur environnement immédiat. Dans le jargon technique courant : "elles ont interiorisé leurs extériorités".

Permettez-moi de faire le point en donnant un tableau aux traits exagérés d'une centrale pétrochimique. Elle consiste en une superstructure complexe de tuyaux, de réservoirs fabriqués ailleurs, transportés sur les lieux par bateaux et vissés ensemble

sur ces lieux. De temps en temps, des bateaux arrivent, dont la cargaison est transvasée par siphons dans ces ouvrages de plomberie si hautement automatisés qu'ils marchent sous la surveillance de quelques douzaines d'hommes seulement, dont la plupart sont des techniciens ou des semi-techniciens, employés d'une firme géante qui les a fait venir ici en les prenant dans quelques-unes de leurs autres installations. Les produits de cette superstructure de plomb sont transvasés par siphons dans d'autres bateaux ou dans des camions citernes ou dans des wagons citernes et quittent la région.

En résumé : le Finistère ne semble pas être le lieu d'implantation le meilleur possible pour un complexe industriel lourd. Il peut-être un lieu d'implantation possible, mais, pour le déterminer, il faudra une étude coûteuse et des négociations concrètes ; le Finistère pourrait envisager d'exercer son influence sur le gouvernement central pour les lui faire entreprendre. L'installation d'une industrie lourde, alors qu'elle aiderait à fournir quelques-uns des emplois industriels qui seront nécessaires dans les années à venir, ne servira pas vraisemblablement de force d'entraînement pour une industrialisation générale du pays. Enfin, on ne peut pas escompter des effets très importants en matière d'emplois avant environ 1980 et pour alors la plus grande partie du déclin des activités primaires aura déjà eu lieu.

LA PERSPECTIVE DU VI^e PLAN.

Bien que le VI^e Plan soit actuellement en document auquel il faille accorder une confiance douteuse, il est instructif d'examiner ce qu'il a à dire au sujet de l'avenir de la Bretagne. Malheureusement, il ne donne pas de détails pour le Finistère comme tel mais quelques-unes de ses implications sont assez claires. Comme point de référence général, on doit garder présent à l'esprit le fait que le Finistère a presque le tiers de la population de la Bretagne. L'extrapolation fondamentale est le déclin de l'emploi

dans l'agriculture et la pêche, qui passeront de 326 000 en 1968 à 110 000 en 1985. Cette extrapolation prolonge la tendance au déclin dans le secteur primaire, qui employait 65 % de la force de travail en 1921, 45 % en 1962, 37 % en 1968 et qui ne sera que 10 % en 1985. Il fixe pour 1985 un objectif de population de 2 800 000, sur la base d'une politique de maintien de la population sur place, en comparaison avec une population de 2 468 000 en 1968. A partir de là, on estime que, avec une légère régression dans la participation de la force de travail, la force de travail bretonne sera de 1 100 000. Le VI^e Plan procède alors au prolongement des tendances des autres secteurs et arrive à l'hypothèse tendancielle moyenne de 33 500 travailleurs industriels, comparés aux 252 900 de 1968 et de 560 500 personnes dans les activités tertiaires (comparées aux 408 100 de 1968). Le nombre total d'emplois prévus dans cette hypothèse tendancielle est de 1 004 000, ce qui laisse un déficit d'environ 100 000 emplois en 1985. Le Plan suggère alors une politique volontariste, que nous examinerons plus bas, qui ajoute 76 000 emplois et ramène le déficit à 20 000 emplois.

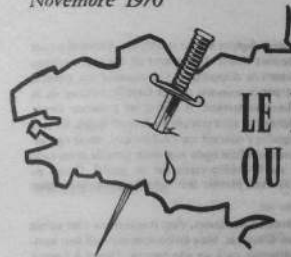
Mais il est nécessaire d'examiner d'abord l'hypothèse tendancielle. Les documents du plan ne permettent pas de savoir clairement comment l'extrapolation a été faite, et elle semble, dans une grande mesure, avoir été faite machinalement plutôt qu'être le résultat d'une analyse structurée. Ainsi, de 1954 à 1968, les emplois industriels en Bretagne ont passé de 198 000 à 253 000, c'est-à-dire selon un taux d'environ 4 000 emplois par an. La croissance résultant de l'extrapolation est de 4 700 emplois par an, ce qui n'est guère que modérément plus élevé. Cependant, le taux annuel de croissance (d'environ 1,7 %) est à peu près le même. Cependant, la discussion concernant la forme que cette croissance prendra est entièrement vague. C'est en grande partie de croissance du genre "deus ex machina". La discussion la plus détaillée est celle qui concerne l'électronique, où, si les choses continuent sur leur lancée, une croissance de 14 000 à 16 000

emplois est prévue, approximativement 20 % de la croissance totale dans l'industrie. Pour le reste, il n'y a qu'une vague discussion concernant la croissance des industries artisanales, des industries de fabrication de machines (pour les machines agricoles et non pour le soutien des industries de l'électronique et de l'informatique), de la construction navale, (bateaux de plaisance et réparation navale), de la construction de maisons préfabriquées, de la céramique, des sanitaires (à base de kaolin), des industries de matières plastiques (s'il y a une base pétrochimique) et de l'industrie du papier. Il est clair que quelques-uns de ces éléments sont très faibles. Par exemple : la construction de maisons préfabriquées apparaît vraiment comme impensable, en un tel endroit, car elle dépend de la proximité de marchés, à cause de son extrême sensibilité aux coûts de transport. Ainsi donc, on doit conclure que l'hypothèse tendancielle, bien que tout à fait raisonnable pour ce qui est de son amplitude générale, est pauvrement appuyée pour ce qui est spécifique de sa justification économique. Cela ne veut pas dire qu'elle soit inexacte, cela veut dire seulement qu'elle est un acte de foi.

Afin d'ajuster la force de travail prévue avec la base industrielle prévue, il est supposé qu'une vigoureuse politique dirigera la croissance vers la région (hypothèse volontariste) afin d'ajouter 76 000 emplois, dont 69 000 dans l'industrie et 7 000 dans le secteur tertiaire. Les éléments qui composent les 69 000 emplois industriels sont : 20 000 dans l'électronique et l'informatique, 2 000 dans l'océanologie, 22 000 dans l'industrie lourde portuaire, 10 000 dans l'industrie alimentaire et 15 000 dans la "promotion interne". Les 7 000 emplois du secteur tertiaire sont en rapport étroit avec les autres chiffres.

Novembre 1970

CIRCULAIRE N° 21



LE DOSSIER BLANC DE L'OR NOIR OU L'HISTOIRE D'UN MYTHE

par Edouard Leclerc

souvenirs

Par circulaire, nous avions attiré, voici quelque cinq ans, l'attention de nos édiles et de notre Gouvernement sur les obstacles insurmontables soulevés par le projet d'implantation d'un relais pétrolier occidental dans le rade de Brest. Après le Torrey Cañon et le Pacific Glory, les événements nous ont malheureusement donné raison.

Nous avons également, à la même époque protesté violemment contre la destruction de la magnifique plage de Saint-Marc pour créer une irréalisable zone industrielle. Là aussi la suite des événements a confirmé nos appréhensions. Ce n'est aujourd'hui qu'un amoncellement vaseux glissant vers le large avec les milliers engloutis.

l'élection

Avant les municipales de 1971 on veut nous offrir, encore une fois, pour les besoins de la cause, une "raffinette" si pure et si belle qu'elle apparaîtra comme un joyau au fleuron de notre Duché de Bretagne. On l'aurait souhaitée se mirant dans les eaux de la rade de Brest. Mais notre Marine Nationale conservant dans l'île Longue des trésors sous-marins, refuse tout net le partage. Il est vrai que depuis quelque temps sur toutes les mers les collisions sont si fréquentes et l'on se rappelle comment le "Foch" talonna si fort la roche.

Alors tout de go on pense au plateau de Saint-Renan. Mais les vents dominants auraient peut-être ramené sur la Cité de Colbert les parfums pétroliers que notre écrivain légendaire ne saurait retenir.

Généreusement, on songea à Plougastel, ce lieu où jadis on reléguait les bagnards et les hommes de caractère du royaume de France. Mais tout compte fait, la fraise de Plougastel c'était aussi de l'or au baïre bien sonnante. Alors on poussa la raffinette vers les pays de Sainte-Norme et de son fils - Dirinon et Saint-Divy. On fut convaincu que le Pays de la lune avait pour mission naturelle d'absorber de tels affluents. Il s'en était jadis bien accommodé lorsque le Ministère Dior lui fit respirer le chloro et ses dérivés. Comment ne se réjouirait-elle pas cette bonne ville de Landerneau en trouvant là les occupations nécessaires à la vie de ses enfants ? Non pas pour remplacer les 50 ingénieurs arrivant d'horizons divers, mais bien précisément pour fournir les 40 manoeuvres - nécessaires au nettoyage de la marine noire - que l'Algérie bientôt nous refusera.

poisson rouge

Ne nous faisons pas d'illusions, les indigènes seront nombreux à convoiter ces postes. Les quelque dix mille personnes vivant de la pêche ou des exploitations ostréicoles de la rade de Brest seront vite disponibles. Car aujourd'hui, comme jadis à Berre, on nous montre les petits poissons rouges dans le bénitier de la raffinerie. Très vite ce sera le désenchantement. A Berre, les poissons vivent certes, mais il est interdit de les pêcher; ils sont pollués au dernier degré. Et si la rade de Brest est immense avec son goulet s'ouvrant sur l'Atlantique, on se rappellera aussi que l'étang de Berre a une superficie égale aux deux tiers de cette rade de Brest et est également ouvert sur la Méditerranée par un goulet. Quant au touriste et à ceux qui en vivent, ils iront planter leur tente sur des plages plus oléantes.

On nous rétorquera qu'au Havre et à Bordeaux, c'est merveilleux; les usines sont toutes modernes et très propres. C'est vrai. Mais quiconque connaît leur environnement songe bien plus à un dépotoir qu'à un site naturel. Quant à Lacq, il vous suffira d'apprendre que les Français d'Algérie qui avaient acheté des exploitations agricoles à quelque dix kilomètres de là se sont vu refuser les indemnités minima. Tout a été détruit, brûlé par le soufre, et les gaz. Et il a fallu l'intervention personnelle du Président de la République et du Premier Ministre pour qu'on leur accorde un nouveau prêt pour aller recommencer leur vie loin de ce cauchemar.

investissements

Contestant les lieux choisis et leur environnement, nous nous permettons également d'éclairer le problème sous son aspect économique. Sans nier tout intérêt pour la région dans la création d'une raffinerie, on peut se demander si l'on n'est pas en présence d'une nouvelle opération bluff comme celle de Bremilia où l'on digère quelque 15 milliards d'A.F. Ou bien encore comme une autre opération dépassée: celle de la deuxième forme de 250.000 tonnes de radoub de Brest avec un investissement de 8 milliards d'A.F. Forme qui, aujourd'hui en appelle une autre de 500.000 tonnes avec un nouvel investissement de 12 milliards d'A.F. (sans omettre cette fois-ci la construction d'un deuxième quai d'armement). C'est en effet bien mal gouverner que de ne pas prévoir une telle évolution trois années d'avance puisqu'il y a à peine 30 mois que la deuxième forme a été inaugurée et cela sans oublier qu'au cours de sa construction on avait déjà dû doubler son volume. On n'a pas le droit de dilapider ainsi les deniers publics surtout s'il s'agit d'équipements nationaux sans rentabilité possible. Nous le disons sans acrimonie comme nous l'avions déjà affirmé à la Télévision lors du projet de construction des abattoirs de la Villette que nous avions ardemment combattu contre vents et marée.

La création d'un port pétrolier à Brest était une aberration économique, nous l'avions dit. L'établissement d'une raffinerie est un fait économique souhaitable surtout pour notre région. Mais la construction d'une unité de 3, 5 millions de tonnes est aussi un erreur économique. Elle ne l'était pas hier, elle l'est aujourd'hui surtout devant l'augmentation vertigineuse des prix du pétrole brut. Seule une unité de 10 millions de tonnes justifie actuellement les dépenses d'infrastructure et de fonctionnement nécessaires. Et ceci est d'autant plus vrai que la carte que l'on veut jouer est celle de la Mer. Elle ne sera utilisée que si par la Mer arrive le brut et si par elle, repartent les produits raffinés. Sur ce problème, l'exemple italien et surtout l'exemple japonais peuvent nous éclairer.

réserves pétrolières

Tous les économistes avisés savent déjà qu'en 1980 le règne du pétrole sera sur son déclin. A cette époque, nous serons à l'ère des surgénérateurs et le prix de l'énergie nucléaire sera bien inférieur à celui de l'énergie pétrolière. Et cela est si convaincant que les grandes compagnies pétrolières internationales s'engagent sur le voie du nucléaire. D'autre part, le montant des réserves mondiales pétrolières prouvé à l'heure actuelle sera épuisé dans trente ans. En outre, devant le climat de plus en plus difficile créé au Moyen-Orient (possédant 59 % des

rentabilité

réserves mondiales) on se demande comment les Etats-Unis, le Canada et l'Amérique Latine pourront subvenir à nos besoins avec leur 15,5 % de réserves mondiales, et cela dans un monde de plus en plus assoiffé d'énergie. Certes, il existe d'autres réserves pétrolières très importantes actuellement inexploitées dans l'Antarctique, mais à quel prix seront-elles extraites et c'est là que se pose le véritable problème. Plus le coût d'exploitation des nappes d'huile sera élevé, plus il sera nécessaire de modifier et de réduire le coût du raffinage.

C'est pourquoi la création d'une raffinerie de 3, 5 millions de tonnes à Brest est un appauvrissement pour le pays. Une raffinerie de 10 millions de tonnes ne sera plus elle-même concurrentielle dans trois ans, il faudra qu'elle traite 20 millions, puis 30 millions de tonnes. Il est donc nécessaire de prévoir de vastes terrains pour les extensions futures. Nous avons trop de terres agricoles, regrette-t-on presque aussi souvent que l'on dénonce la mort lente d'une moitié de l'humanité souffrant de la faim. Le Finistère a cependant beaucoup de terres arides propices à des installations industrielles dangereuses pour la nature. Mais ces terres sont réservées aux touristes. On crée un Parc d'Armorique pour que durant deux mois, quelques rares touristes respirent l'air pur. Par contre, on envisage d'empester toute une campagne pendant toute l'année: cultures et humains réunis. Il est vrai que l'année de l'environnement sera passée et que l'on aura repris de plus belle à polluer la nature. Il faut bien inventer une fin à la belle histoire de l'ère industrielle.

industrialisation

L'industrialisation de la Bretagne est un problème grave qui doit être pensé au-delà des passions politiques, syndicales et régionales. Il faut réamorcer la vie industrielle bretonne. Une solution peut être élaborée dans la création de moyennes entreprises de constructions mécaniques, de transformation de produits agricoles et de fabrication électronique. Des difficultés graves se dressent devant une telle tentative.

La plus importante de ces difficultés est celle provenant de la main-d'oeuvre. La main-d'oeuvre bretonne a perdu l'habileté que lui avait donnée une tradition artisanale vivante, jusqu'au milieu du 19ème siècle. Elle a été écorchée par l'immigration de beaucoup de ses membres et souvent des meilleurs. Nulle part mieux qu'ici on peut parler de traites de corveaux, de fuites de la matière grise. Un appareil puissant d'enseignement, louable en soi, réalise cet écrimage qui est en définitive un moindre mal. La main-d'oeuvre n'attend pas l'usine et l'usine ne trouve pas de main-d'oeuvre spécialisée sauf exception.

Un autre obstacle, bien connu est celui de la position excentrique de la Bretagne. Une politique tarifaire de chemin de fer, un puissant effort d'aménagement routier ne présentent pas de vraies difficultés si du moins on le désire ardemment. Car ce fut d'abord promis dans le VIème Plan, puis dans le VIIème et enfin c'est encore dans le VIIIème. Il y eut aussi et à cause de cela, la limitation des vitesses à 110 km/heure; c'était encore mettre le Finistère à deux heures de plus du Continent.

le grand obstacle

Un problème, moins dénoncé, est celui de l'attitude de beaucoup de bretons et plus particulièrement d'élus municipaux et de Maires. Le climat d'accueil est souvent médiocre. Combien de gens appellent des industries, mais souhaitent qu'elles s'installent chez le voisin. Combien de petites villes somnolent, du Maire à l'Instituteur en passant par le Commerçant et l'Artisan? Les intérêts économiques privés, les intérêts électoraux et la tranquillité sociale motivent cette attitude. Chaque année, on aura la journée de grève en faveur du développement du travail dans le Finistère et cela donne bonne conscience pour le reste de l'année. L'industrialisation du Finistère passe avant toute considération par un changement de mentalité.

C'est pourquoi l'Etat, lorsque sous la pression d'intérêts privés politiques ou économiques libère quelques milliards pour créer des entreprises factices, fausse les véritables données économiques, encourage cet état de fait, accentuant ainsi une sous-colonisation. Il apparaît l'élément humain de notre région et l'humilité dans le plus profond de lui-même en créant des sous-hommes. Les Bretons, comme dans tout pays neuf, doivent pour exister promouvoir leur propre révolution économique et politique. Personne d'autre ne peut les aider si ce n'est par la création d'une solide infrastructure routière, ferroviaire et aérienne permettant un large brassage de notre population trop cloîtrée dans cette presque Bretagne depuis la fin de son aventure maritime où elle sillonnait les mers du globe.

hong-kong

Brest aurait pu être le Hambourg ou le Hong-Kong de l'Europe. Il suffisait de le déclarer port franc. Son commerce international aurait pris une envergure de premier ordre tandis que l'ancien pays des Monts d'Arrée, si aride soit-il, serait devenu une vaste exploitation de pétro-chimie. Aujourd'hui, il en est tout autrement. La France avait besoin de la rade de Brest pour créer ses repaires atomiques et de la plate-forme du finistère-nord pour créer un gigantesque porte-avions s'avancant dans l'Atlantique. Alors on expropria les agriculteurs, les pêcheurs et même les touristes. Mais la France créa des réserves dans les Monts-d'Arrée. Cela ressemble étrangement à l'attitude des Américains envers le peuple Indien que l'on a fini par parquer dans les réserves pour les montrer aux touristes.

notre dernier désir

Nous comprenons les obligations de la France que nous aimons et nous nous efforçons d'oublier. Mais prenons garde, toute fausse analyse risque d'entraîner une élitte vers d'autres aventures aussi graves, aussi désastreuses que celle du F.L.C. au Canada. Une simple minorité peut rapidement prendre conscience de nos blessures et de nos humiliations et finir par se convaincre que la violence est la seule voie possible.

Puisse Paris et nos édiles comprendre avant qu'il ne soit trop tard. Qu'ils sachent qu'avec l'île Longue, leurs bombes atomiques et leurs bases aéronavales du Ponant, du Poulmic et de Lann Bihoué, les Finistériens sont devenus des morts en sursis sur une cible atomique. Ils n'ont plus rien à perdre, ils n'ont même pas d'autoroute pour fuir ! En attendant cela, qu'on ne vienne pas par surcroît polluer leur rade de Brest et leur ciel par des investissements périmés. Que l'on nous laisse l'illusion donnée par la récente création de notre Institut Océanographique : une condamnation sans réserve et sans retour de la pollution de notre belle nature bretonne encore si belle et si pure.

P.S.— Une association de défense des Intérêts Bretons contre la pollution et l'expropriation abusive est créée (loi 1901). Un bureau permanent s'ouvrira prochainement à Brest. Une équipe d'éminents avocats sera mise gratuitement à la disposition de nos adhérents. Ecrivez dès maintenant à Edouard Leclerc — Aux Capucins — Landerneau.

N.B. - Nous apprenons que la Société d'Equipements Pétroliers de Brest comprend, les Sociétés : les Grands Travaux de Marseille, "Entrepose" de Paris, les Compagnies des Signaux de Paris, la Banque Riveux de Paris. On chercherait en vain une Société Finistérienne !

Voici ces principaux éléments :

Electronique et informatique : 17 000 dans l'électronique et 3 000 dans "la mécanique fine induite". En outre, des 7 000 emplois tertiaires, 5 000 sont en relation avec cette branche. De la façon suivante : Organismes financiers et services des entreprises : 3 000 ; télécommunications : 1 000 ; enseignement supérieur : 1 000. Donc, au total, cette branche fournirait 25 000 emplois.

Océanologie : les emplois liés au CNEXO pourraient être 1 000 dans la construction navale et le dessalement de l'eau de mer 1 000 dans l'électronique et dans le secteur "services" ; 1 000 dans l'administration, donnent au total 3 000.

Industries portuaires : réparation et construction navales : 6 500 ; port pétrolier relais : 500 ; port relais : 1 000 ; raffinerie : 800 ; pétrochimie, matières plastiques, engrais : 4 000 ; sidérurgie : 1 000 ; machines outils, machines agricoles : 4 000 ; aluminium (électrolyse et première transformation) : 1 500 ; menuiserie d'aluminium : 2 000 ; autres produits d'aluminium : 500 et dans le secteur "services", services aux entreprises : 1 000. Le total s'élève à 22 800.

Industrie alimentaire : 10 000 pour le porc, les légumes la déshydratation des fourrages et les industries de transformation de la pomme de terre.

Promotion interne : matériaux de construction et verre 500 ; mécanique : 4 000 ; construction navale (plaisance) : 1 000 ; produits chimiques (produits de la mer, etc.) : 1 000 ; habillement 2 000 ; ameublement : 2 000 ; cartons : 1 000 ; presse et édition : 1 000 ; divers : 1 000 ; bâtiment et travaux publics : 1 500 ; le total s'élève à 15 000.

Il est clair que si ces activités étaient créées, le Finistère serait en excellente position. La plus grande partie de l'industrie portuaire, de l'océanologie, une grande partie de l'électronique et de l'industrie alimentaire viendraient dans ce département, sans même tenir compte de la croissance naturelle de l'industrie sur laquelle se fonde l'hypothèse tendancielle, ces activités couvriraient facilement les 40 000 emplois environ estimés nécessaires dans le secteur secondaire dans le Finistère au début de ce rapport. La difficulté réside, évidemment, dans le réalisme des extrapolations faites pour ces activités. Par exemple, nous avons déjà mentionné la faible probabilité du développement des aciéries et de la pétrochimie ; en outre, ces extrapolations incluent 4 000 emplois liés à l'aluminium et ceci semble pour le moins optimiste dans une région qui a actuellement des capacités limitées en matière de production d'énergie et des prix élevés pour l'électricité. Les chiffres, pour les réparations et constructions navales, ne semblent pas prendre en compte les réductions prévues dans le secteur militaire de cette industrie. Beaucoup d'autres éléments, on peut le voir, sont simplement les résultats d'un "brain storming" auxquels on a joint un chiffre rond tel que le chiffre 1 000 emplois. On doit aussi remarquer que la plupart de ces activités impliquent une forte proportion de gestionnaires, de techniciens et d'ouvriers spécialisés, venus de l'extérieur et qu'aucun ajustement n'a été fait pour en tenir compte dans les chiffres d'emplois nécessaires pour la population bretonne.

Somme toute, il faut considérer cette liste d'activités économiques et de nombres d'emplois comme une illustration de ce qu'il y aurait en mettant les choses au mieux et il faut reconnaître que beaucoup de ces éléments n'ont comme fondement que l'espoir et les vœux pieux parce qu'elle suppose que chacune de ces chances se réalise. Mais même ainsi, il faut poser deux questions : quelle signification a le fait d'additionner de tels chiffres incertains ? Si chacun d'entre eux constitue, comme il le semble, une estimation

forte et optimiste, leur montant total a encore davantage ces caractéristiques parce qu'il présuppose que chacun de ces atouts aura son aboutissement. Et alors se pose la deuxième question : si c'est là une liste qu'illustre de bonnes intentions et si elle le fait dans l'hypothèse d'une politique résolument volontariste, pourquoi reste-t-il encore la prévision d'un déficit de 2 000 emplois en mettant les choses au mieux ? Avec une politique fondée sur la volonté et soutenue par les ressources nationales, presque tout est possible : acier, aluminium, ou même une économie entièrement fondée sur la création de travail. Du point de vue national, le problème est de savoir quelle part on peut sacrifier de la croissance et de l'efficacité économiques nationales, pour accroître le bien-être d'une région pauvre. Si les industries arrivent en Bretagne, les ambitions naturelles et optimales d'implantation, point ne sera besoin de politique volontariste. Il s'agit alors de savoir quel degré de complaisance il faut pour cautionner un développement non optimal d'un point de vue sectoriel mais désiré par suite d'objectifs régionaux.

Pour moi qui suis un "outsider", les chiffres donnés dans le VI^e Plan pour la Bretagne et par induction pour le Finistère semblent porteurs d'un message élémentaire. L'industrialisation doit se faire à une allure plus rapide que l'allure actuelle et puisque l'allure actuelle reflète déjà de considérables efforts nationaux, une allure accélérée requiert un effort plus grand encore de la part de la nation et de la part de la région. Mais le peu de solidité des propositions spécifiques indique que, indépendamment de la bonne volonté, il n'existe pas actuellement un programme d'actions concrètes et spécifiques pour l'industrialisation. Une politique volontariste se fonde sur des circonstances politiques à la fois réelles et imaginaires. En l'absence d'un programme possible, il semblerait que les atouts politiques doivent malheureusement laisser la place à une recherche et à une évaluation plus poussées autant qu'à la réalisation d'actions particulières de développement.

Une autre implication apparaît dans les chiffres et dans l'échéancier implicite au Plan. Cette implication est la suivante : pendant les années de passage d'une économie fondée sur les activités primaires à une économie fondée sur les activités secondaires, il y aura un déficit considérable en matière d'emplois et par suite, la politique de maintien de la population sur place, indépendamment de ses mérites rhétoriques, ne sera probablement pas réalisée. En dépit des efforts qui seront faits par suite de l'exode rapide au début hors du secteur primaire et du taux initial nécessairement lent du programme d'industrialisation, on peut s'attendre à une émigration bretonne considérable, masquée partiellement dans les chiffres globaux par l'immigration d'autres personnes dans la région ; la politique de maintien de la population sur place ne réussira probablement pas. En termes plus positifs, la nécessaire industrialisation de la population sera selon toute vraisemblance réalisée autant par la mobilité géographique que par un développement sectoriel à l'intérieur de la région.

Une note spéciale est nécessaire concernant la composition de la main-d'oeuvre de quelques-unes des industries manufacturières légères prévues dans le Plan et qui incluent l'électronique, l'informatique, l'habillement et quelques autres. Ce sont là des industries qui emploient, en premier lieu, une main-d'oeuvre féminine. Comme ce sont là des industries qui, en dépit de l'auréole du sensationnel technologique propre à l'électronique et à l'informatique, tendent habituellement à se déplacer vers les régions économiquement déprimées, à la recherche d'une main-d'oeuvre bon marché, elles sont parmi les éléments qui constitueront la future structure industrielle. Mais elles présentent le problème du déséquilibre au plan des sexes, les hommes trouvant plus difficilement du travail que les femmes. Les conséquences de ce phénomène peuvent être très sensibles du fait qu'elles affecteront la structure familiale et la santé sociale de la communauté ainsi que les types d'émigration. Il semblerait qu'il faille conseiller de mettre l'accent sur la recher-

che d'autres industries qui emploient surtout des hommes bien qu'il soit plus facile de faire cette proposition que d'en assurer la réalisation.

QUELQUES SUGGESTIONS POUR UN PROCESSUS D'INDUSTRIALISATION.

A mon avis, les grandes orientations, la façade maritime, le complexe d'industries lourdes et les aperçus du VI^e Plan ne semblent pas suffisamment prometteurs pour qu'on mise sur eux l'avenir du Finistère. L'exploration de telles idées serait à continuer, mais il est clair qu'à présent il n'est guère de certitude au sujet de ce qui constituera l'avenir industriel du département. Par suite, un schéma directeur à long terme qui brosse un tableau de l'avenir ne peut être qu'un exercice d'imagination ; quoique non impossible, il a très peu de chances de se vérifier. Plutôt que d'un plan grandiose, ce dont on a besoin, c'est une clarification des objectifs et l'organisation d'un processus d'industrialisation. La forme et l'étendue de l'industrialisation seront le résultat de ce processus.

Ma première suggestion par rapport aux objectifs ne fera probablement pas plaisir. Elle est qu'on redéfinisse l'objectif non plus en termes de maintien de la population sur place, mais en termes d'industrialisation accélérée à l'intérieur du Finistère, en reconnaissant que l'émigration continuera et en donnant aux jeunes finistériens le plus haut niveau possible d'instruction et toute l'aide possible pour qu'ils mènent une vie la meilleure possible dans le Finistère ou ailleurs. Les chiffres des plans économique et démographique, si on les envisage de façon réaliste, font ressortir ce qui semble inévitable : de forts déséquilibres entre la demande et l'offre de main-d'oeuvre pendant toute la prochaine décennie ; ces déséquilibres se produiront même avec les plans les plus optimistes qui indiquent un éventuel équilibre en la lointaine année 1985.

La différence de formulation de l'objectif est importante, car elle s'attaque à la question de la qualité de vie plutôt qu'à celle du nombre d'habitants. A supposer qu'une politique de maintien de la population sur place réussisse avec des excédents de main-d'oeuvre, il s'en suivrait inévitablement que, par tête, les revenus seraient bas, non seulement pour les chômeurs et les sous-employés, mais aussi pour les détenteurs d'emplois, puisque un excédent de main-d'oeuvre conduit, pour des raisons évidentes, aux bas salaires. Sur la même lancée, beaucoup parmi les industries attirées seraient précisément celles qui se déplacent pour aller dans des régions déshéritées, en quête de main-d'oeuvre à bon marché et docile ; l'arrivée de ces industries (qui aux Etats-Unis incluent textiles, vêtements, matières plastiques et certains types de montage électronique) est un symptôme de difficultés et non de santé. Il faudrait plutôt mettre l'accent sur l'attraction d'industries qui paient de bons salaires et faciliter l'immigration de l'excédent de main-d'oeuvre qu'il pourrait y avoir de façon qu'elle puisse trouver des emplois décentes ailleurs.

Je reconnais cependant quelques-unes des difficultés inhérentes à cette façon de voir le problème. Les départs tendent à affecter les jeunes, les instruits, les vigoureux. Souvent, ils ont à passer quelques années difficiles d'adaptation à leur nouvel environnement. Je reconnais aussi que le sens de l'unité organique d'une région se rebelle à l'idée d'avoir à perdre quelques-uns des membres de cet organisme ; dans le cas présent, ce phénomène sera encore plus accentué du fait de l'identité culturelle spécifique des Bretons. Je reconnais aussi que, en tant que politique rhétorique, un objectif de maintien de la population sur place est davantage de nature à nourrir l'enthousiasme et l'énergie de la région et du gouvernement central. On peut entretenir cette rhétorique mais en tant qu'objectif politique, elle ne tient pas compte de la réalité.

Mon deuxième point important est que l'on doit changer d'accent dans les efforts, pour passer d'une compilation de listes d'industries possibles à un processus de recherche d'informations et d'actions facilitant l'installation de firmes venues à l'intérieur et de celles qui se trouvent dans la région et à un processus de développement des infrastructures physiques et institutionnelles de la région. Dans les pages qui suivent, j'essaierai de donner un aperçu de quelques-uns des éléments d'une telle politique.

Durant mes conversations avec les leaders économiques et politiques du Finistère, le thème qui revenait sans cesse était celui qui consiste à trouver quelque utile précédent dans le développement d'une région, de nature à fournir des indications et des lignes directrices pour une action dans le cas présent. Peut-être l'exemple le plus cité était-il celui du Mezzogiorno italien que quelques-uns de ceux qui proposent l'approche "industrie lourde" considèrent comme un modèle possible. J'ai donné le pour et le contre des raisons que j'ai de penser qu'un tel développement ne se fera probablement pas dans le Finistère et j'ai dit pourquoi au cas où une politique nationale volontariste le plaçait ici, ce serait trop tard. Il me faut répéter que l'expérience italienne, qui a été beaucoup analysée, ne peut pas être citée comme une réussite ayant aboutie à la naissance d'une industrialisation globale. L'autre modèle mentionné était celui de l'opération Bootstrap à Porto-Rico. Au premier abord, il me semblait qu'il y avait de trop nombreuses différences : la différence de niveaux de salaires entre Porto-Rico et le continent Nord Américain est beaucoup plus grande que celle qu'il y a entre le Finistère et le reste de la France ; Porto-Rico se trouve dans une situation spéciale par rapport aux Etats-Unis. C'est une "république associée" qui jouit d'avantages spéciaux du point de vue impôts sur les personnes et autres impôts et ceci n'existe pas dans le Finistère. Ces avantages ont été les principaux facteurs dans l'histoire du succès de Porto-Rico et suffisent à établir une différence des plus importantes.

Mais à la réflexion, il y avait d'importantes similitudes qui rendaient la mise en parallèle intéressante. Les deux régions ont bien une culture locale et une langue différente de la langue nationale principale (bien que les différences en Bretagne soient moindres). Les deux régions avaient des économies de pays très peuplées et fondées sur les activités du secteur primaire affrontées à une crise économique et démographique appelant une rapide industrialisation ; aucune des deux régions n'a de traditions d'esprit d'entreprise local. Les deux régions ont à affronter le problème de la distance qui les sépare du centre de leur nation. Dans les deux régions apparaît ce que l'on pourrait appeler un haut niveau d'esprit d'entreprise public, résolu à accomplir les mutations nécessaires en se mettant davantage au plan de l'intérêt général qu'au plan des intérêts personnels.

Cela ne servirait à rien d'exagérer les similitudes entre les deux cas ni le niveau du succès de l'expérience portoricaine, mais il y a des similitudes et des leçons valables et on ne dispose que de très peu d'autres exemples de réussite.

Les deux éléments de stratégie que je suggère étaient présents à un degré extraordinaire à Porto-Rico : une politique démographique de contrôle des excédents de main-d'oeuvre par l'émigration et une stratégie qui consistait à faire la chasse, par une action vigoureuse et concrète, aux possibilités industrielles spécifiques, plutôt qu'à essayer de réaliser un plan directeur de l'avenir. En particulier, on mit sur pied une organisation de haute valeur professionnelle et énergique qui avait pour fonction de faire venir dans la région des usines réelles et concrètes.

On a généralement trouvé que la publicité générale en faveur des avantages d'une région au plan de l'implantation n'a eu qu'un impact relativement peu important. Il est beaucoup plus effi-

cace de contacter, d'informer des firmes et de négocier directement avec celles qui envisagent l'implantation d'une usine. Il est vital de pouvoir leur fournir promptement non des généralités poétiques mais une information concrète sur les points qu'elles ont besoin de connaître : la quantité générale disponible de main-d'oeuvre et de compétences particulières ; le niveau exact des salaires ; la liste des moyens de transports et leurs prix, le coût de l'électricité ; la surface disponible en terrains et bâtiments industriels et le coût et les conditions de leur acquisition ; la quantité disponible et les caractéristiques des logements pour le personnel d'exécution et pour le personnel technique ; les possibilités de scolarisation de leurs enfants, des informations sur le service téléphonique et le trafic aérien pour le personnel de direction et de vente ; des indications réalistes et spécifiques à travers le maquis des nombreux programmes d'aide au capital, sur la formation des ouvriers etc... ; les disponibilités en moyens de réparation et autres services ; s'il y a des problèmes de main-d'oeuvre importants, une discussion directe et une première négociation avec des dirigeants syndicaux peut être organisée. Ce n'est là qu'une liste à titre d'illustration et beaucoup d'autres questions surgiront, souvent imprévisibles, selon les besoins de la firme. Une telle information si elle est honnêtement et efficacement fournie, peut être une puissante incitation à choisir un lieu d'implantation pour plusieurs raisons : ce ne sont pas seulement les chiffres spécifiques, mais la réduction des risques et des incertitudes qui deviennent attractifs, mais encore, du point de vue de la firme, le processus de recherche d'un lieu d'implantation est coûteuse et dévore du temps. Un programme clair et bien défini peut constituer une puissante incitation en vertu de sa clarté ; le vague et le manque d'informations sont des forces de répulsion. La décision d'implantation d'une firme ne suit pas un processus exactement défini : il inclut de nombreux éléments de jugement, une approche dynamique dotée du sens des affaires de la part de la région elle-même, un caractère fortement attractif au plan des implantations.

Le problème est alors l'identification de firmes susceptibles d'être candidates ; car, de toute évidence, une recherche au hasard serait trop coûteuse. Plusieurs pistes semblent ouvertes au Finistère. En premier lieu, quelques-unes des branches toutes désignées pour son développement, principalement l'électronique et l'informatique et l'océanologie sont des mondes assez faciles à cerner où des canaux officiels et officieux de communication rendent relativement aisée l'identification des firmes qui envisagent une décision d'implantation. En outre, il y a en France l'avantage du processus du Plan auquel participent des représentants du Finistère et qui peut servir à alerter sur les occasions particulières qui se présentent. D'autres approches peuvent aussi avoir leur utilité. Si un type particulier de firme se montre intéressé, d'autres firmes ayant la même activité peuvent être des candidats possibles. Les journaux commerciaux et les publications générales du monde des affaires apportent souvent d'importantes indications. Le principal est de nouer des contacts directs avec des firmes spécifiques pour leur donner des informations spécifiques, honnêtes et participer ainsi avec elles à l'analyse et à la prise de décision de l'implantation. Des visites de la région, faites personnellement par des représentants de la firme pour examen des lieux et discussion sont extrêmement importantes et doivent être soulignées et soigneusement programmées.

L'organisation de cette activité promotionnelle peut prendre diverses formes et la situation française ne m'est pas suffisamment familière pour que je fasse de solides recommandations. Il se peut qu'on puisse élargir le C.O.D.D.A.F. ou bien une nouvelle association de Chambres de Commerce pourrait être l'instrument approprié. Peut-être une nouvelle banque d'investissements pour le Finistère (associée ou non à un comité pour l'industrialisation de l'Ouest qui vient d'être créé) pourrait être la forme la plus souple et la plus puissante. Il se pourrait qu'il soit possible d'obtenir, grâce à un personnel de métier, l'espèce de fonds commun de connaissances techniques et de services d'informations et

autres nécessaires pour certains types de firmes. Ce serait, peut-être l'instrument le plus approprié pour deux types distincts de firmes que l'on pourrait appeler firmes nouvelles et filiales.

Il est important de se rendre compte de la différence entre les filiales des grandes firmes et les firmes nouvelles, parce que leurs besoins sont très différents. Les grandes firmes solidement établies connaissent mieux le marché ouvert à leurs produits, la technologie de la production et elles ont les ressources nécessaires en capitaux. Leur besoin principal est l'information sur la situation locale et la possibilité d'avoir des indications, pour tirer le maximum d'avantages des programmes d'aide gouvernementaux. Les nouvelles firmes, d'autre part, se tiendront à l'écart des techniciens ou autres, en lien avec les nouvelles industries de la région telles que l'électronique et l'océanologie ou encore à l'écart des chefs d'entreprises locaux qui ont discerné l'occasion non encore envisagée par des institutions plus solidement établies et qui désirent vivement la saisir. Leurs besoins seront beaucoup plus vastes et comporteront : Conseil (avis) et instruments au plan financier, commercialisation (marketing), organisation et production. De telles opérations présenteront vraisemblablement de plus grands risques et exigeront des amortissements plus rapides en moyenne. Leurs besoins devront plus vraisemblablement être satisfaits par l'intermédiaire d'une banque d'investissements qui puisse les aider par un large inventaire d'activités (y compris la fourniture de capitaux), tandis que pour les filiales, la principale question est d'avoir des informations sur les lieux. Ainsi donc, une banque d'investissements ou un établissement semblable, capable de fournir un éventail d'aides au plan financier et management semble des plus appropriés, surtout qu'il peut avoir un intérêt dans les firmes qu'il aide. De même que le capital a un plafond au plan de sa rémunération, de même il a une limite au plan des risques à prendre. Un établissement qui participe à la propriété de petites firmes comme à leur approvisionnement en capitaux,

peut escompter que la participation à la grande réussite de quelques-unes d'entre elles lui permettra d'encourir de plus grands risques et de soutenir un éventail plus large d'industries à leurs débuts. Une banque finistérienne d'investissements, avec un personnel compétent, pourrait être en mesure de promouvoir la croissance de ses activités et y avoir des parts. L'utilité d'une banque locale d'investissements peut être illustrée par le cas des zones industrielles. L'excellent Mémento du Finistère pour l'année 1969 répertorie 31 zones industrielles, dont beaucoup ne sont même pas achevées ou loties. C'est une chose parfaitement inefficace. Avec l'existence d'une banque, il pourrait y avoir une puissante centralisation, réduisant le nombre de ces zones à environ une demi-douzaine et centralisant les activités de promotion, la programmation des bâtiments industriels, à vendre ou à louer et la satisfaction des autres besoins en infrastructures.

Il faut introduire ici quelques notes marginales :

Puisque une grande partie du développement en France est le résultat de négociations privées et gouvernementales, on ne peut sous-estimer la signification d'une politique de pression en faveur de l'implantation d'industries dans cette région. C'est une affaire claire en principe et d'après l'expérience française récente, c'est une chose qui, peut-être, est également utile à garder présente à l'esprit au cas où des firmes américaines ou japonaises sont à la recherche de lieux d'implantation d'usines à l'intérieur des frontières du Marché Commun. Des avantages douaniers peuvent facilement compenser les inconvénients locaux. Lorsque le gouvernement central est averti de l'intérêt qu'une firme étrangère manifeste pour une implantation en France, il pourrait lui souligner la forte préférence qu'il a pour le Finistère. De plus, comme les journaux financiers font généralement part des intentions des entreprises en la matière, longtemps à l'avance, une banque finistérienne de développement dynamique pourrait prendre l'initiative de contacts avec ces

firmes étrangères et leur présenter leur aide, sous forme d'informations et de collaboration. Le soutien de l'esprit d'entreprise local non seulement vaut la peine d'être réalisé à cause des mérites qu'il a par lui-même, mais il fournit aussi une résistance à la colonisation de toute l'économie. C'est bien sûr une question ouverte de savoir jusqu'où ira l'esprit d'entreprise local ; mais les profonds changements structuraux de l'économie et de la société sont du type qui a souvent fait surgir des ressources "d'esprit d'entreprise" dans une bourgeoisie menacée par le changement et chez certains éléments de la force de travail déplacée. Ces phénomènes peuvent connaître une augmentation substantielle du fait de l'entrepreneurship semi-local du personnel technique d'industries de pointe comme l'océanographie et l'informatique.

On peut peut-être orienter plus utilement la formation de la main-d'oeuvre vers des tâches particulières, dans des industries particulières. Il est clair que l'on a atteint un niveau inhabituel de l'instruction de la jeunesse dans ce département, mais il s'agit, en grande partie, de culture générale et l'expérience a montré qu'une formation plus spécialisée valait mieux. Est-il possible d'orienter une partie de ceux qui ont été formés et instruits vers les besoins spécifiques des industries qui viennent de s'établir ou qui se développent, peut-être par davantage de formation "sur le tas" ? Ceci peut-il être l'un des éléments d'attraction pour les firmes qui s'installent ?

En ce qui concerne le conditionnement des denrées alimentaires fournies par la région, il semble que toutes les activités soient couvertes pour ce qui est à la fois de l'aide au management, du financement et du marketing, etc... Bien que les descriptions que j'ai eues à ma disposition ne fussent pas détaillées, les aperçus généraux pour l'industrialisation de cette branche du secteur primaire fournissent comme un modèle pour d'autres secteurs bien que leur situation soit particulièrement difficile.

Par-delà les problèmes d'organisation promotionnelle qui viennent d'être discutés, deux pistes générales d'efforts sont toutes désignées. La première est l'intégration du département dans l'économie nationale et la deuxième le désenclavement du territoire du Finistère.

Les distances géographiques qui séparent le Finistère du reste de l'Europe, en particulier de Paris, sont moins importantes que les distances fonctionnelles. Il est, c'est clair, beaucoup fait pour réduire ces distances fonctionnelles et je ne peux ici que faire des observations générales et évoquer l'importance d'un effort et d'une pression continue pour obtenir d'autres abattements. Le remarquable "entrepreneurship public" qui a fait mettre en place les nouvelles liaisons aériennes avec Paris et Nantes a de ce fait fourni un élément clé de l'industrialisation de la région. C'est un fait fondé sur une expérience considérable que la possibilité pour le personnel technique et de direction de faire le tour en un jour, de leurs principaux centres est une condition essentielle pour l'implantation de nombreuses filiales ayant leurs quartiers généraux au centre et pour la survie et la réussite de petites firmes implantées dans la région éloignée. Les effets des liaisons aériennes devraient être puissamment ressentis dans les années à venir et la croissance rapide du nombre de voyageurs laisse entrevoir qu'un développement des liaisons se justifiera. J'insisterai pour que l'on cherche la possibilité de simplifier les opérations concernant les billets et la montée à bord. Actuellement, ces opérations traînent en longueur et rendent fatigant ce qui fondamentalement est un voyage de très courte durée. Un modèle utile, ici serait celui des vols navettes qui, de plus en plus, relient les centres en Amérique. Pour ces vols, on accepte les réservations par téléphone et les passagers peuvent rallier immédiatement le portillon d'entrée et même s'y procurer leurs billets.

De même, on est en train d'améliorer les communications

téléphoniques, d'établir un réseau de liaisons sur ondes courtes. Il y a des plans d'amélioration des routes de grande communication avec Paris. Il semble que celles-ci soient non pas excessivement longues (le rapport entre la distance par route et la distance par air est de 1 à 2) mais d'un standing trop bas. De même, il y a à l'étude, ou en cours de réalisation, des améliorations dans les relations ferroviaires et une révision des barèmes actuellement élevés. Bien que la situation ne soit pas assez familière pour que j'en parle avec assurance, il semblerait que ce soit une intéressante possibilité que celle qui consisterait à recommander fortement la mise en place d'un nouveau barème sur la base des coûts marginaux des marchandises. Cela veut dire que les frais à payer sur les marchandises seraient ceux que causeraient les opérations faites à leur propos. Ces frais sont normalement moins élevés que le coût total qui lui inclut les frais généraux. Bien que ce type de fixation des barèmes doive entraîner un besoin de subventions, il aurait comme effet d'accroître l'utilisation du potentiel et l'efficacité globale. Bien que ce type de fixation des barèmes ne soit pas une pratique habituelle, l'idée en est bien connue en France et il se peut qu'il soit davantage envisagé comme instrument de développement.

Le "désenclavement" interne du Finistère est semblablement en liaison avec des améliorations dans la mobilité et la possibilité de rencontre mutuelle des gens et des facteurs de production. Avec de mauvaises routes, un parc automobile peu important et des niveaux de transports publics relativement peu élevés, la région est pour ainsi dire fragmentée et les divers éléments ne se renforcent pas suffisamment les uns les autres. La création d'un tissu et d'un climat industriels demande que les firmes aient accès à un éventail de possibilités d'emplois. Les activités de réparation et de service sont un exemple de ce besoin qui saute aux yeux, car le seuil de demande nécessaire pour donner naissance à de telles activités dépend non seulement du nombre de firmes clientes mais aussi de leur capacité de leur fournir leurs services à partir

d'une implantation particulière. Mais cela est vrai plus généralement pour ce qui est de faciliter les transactions ordinaires, particulièrement pour les firmes petites ou techniques, qui dépendent à un degré important de la possibilité d'accès à des sous-traitants du potentiel en fait d'entrepôts, et d'autres éléments du même ordre. Managers et techniciens ont besoin de pouvoir se rencontrer facilement et dans des conditions agréables non seulement pour traiter des affaires bien déterminées, mais aussi pour échanger des idées et rester au fait des progrès faits dans leur domaine. Le besoin du désenclavement spatial est particulièrement fort chez la main-d'oeuvre. Sans lui, une firme située dans une région où il y a des excédents de main-d'oeuvre peut se trouver affrontée à une pénurie de main-d'oeuvre parce que les ouvriers sont dispersés et ne peuvent pas se rendre à l'usine. Il y a d'autres conséquences coûteuses de la difficulté d'accès dont : le manque de ponctualité, l'absentéisme et l'instabilité. Du point de vue de l'ouvrier, il est clair qu'il ne peut pas accepter un emploi auquel il ne peut se rendre, ou bien il se peut qu'il soit gêné pour prendre un emploi meilleur dans une autre firme parce qu'il ne peut se rendre qu'à celui qu'il occupe. Le cas des familles où il y a plusieurs ouvriers pose un problème particulièrement grave. Cette question de la possibilité d'accès à de multiples occupations aura une grande signification pendant la période de l'exode rural, où les revenus de nombreuses familles proviendront d'un mélange variable et même saisonnier dépendant d'un emploi agricole et saisonnier.

Le besoin le plus immédiat est l'amélioration des moyens de communication et de transport public à l'intérieur de la région. On peut aider à l'amélioration des routes par des programmes de Travaux Publics établis pour diminuer le chômage (un tel effet est déjà facile à voir dans la montée importante du nombre d'ouvriers dans le bâtiment et les travaux publics, à l'intérieur du département) et la prise de mesures pour développer les services de cars devrait être l'une des premières préoccupations des responsables officiels de la région. On peut aussi prévoir d'importantes aug-

mentations dans le nombre de propriétaires de cyclomoteurs et de petites voitures et dans leur utilisation.

Mais il y a un effet à longue échéance plus profond. La répartition actuelle de la population reflète son économie fondée sur les activités primaires. Comme celles-ci tombent en désuétude, on peut s'attendre à ce que la nouvelle structure industrielle se reflète dans une nouvelle répartition de la population, qui, à n'en pas douter, prendra la forme d'une urbanisation plus poussée. Il se peut que beaucoup parmi les petites villes connaissent le déclin, tandis que d'autres croîtront rapidement. Dans la mesure où il sera facile de se déplacer à l'intérieur du département, la pression pour se regrouper dans de grandes agglomérations urbaines sera moindre. Cela nous fait revenir à des considérations faites au début de ce rapport : Quels seront les objectifs de répartition dans l'espace de la population à l'intérieur du Finistère ? Acceptera-t-on de consentir au dépeuplement de quelques communes ? Les centres les plus importants sont-ils capables et désireux de consentir à un développement rapide ? J'ai eu l'impression qu'il y a des positions conflictuelles à l'égard de ces questions à l'intérieur du Finistère et que le développement de ce département verra se renouveler en microcosme le modèle fait de centres en expansion et de périphéries à la traîne qui a conduit le département, dans son ensemble, à la situation actuelle. Je ne peux naturellement proposer de solutions particulières, mais insister pour que dans la détermination du processus d'industrialisation on tienne compte qu'il faut de ces dilemmes.

Professeur WILLIAM ALONSO.
Président du Centre de Planification
et de Recherches pour le Développement
de l'Université de CALIFORNIE.

BERKELEY - U.S.A.

demande faite à la
demande de la SEMA